

2012 : Non aux initiatives populaires qui menacent la place économique

Après « l'année électorale 2011 », ce sera le tour de l'« année référendaire 2012 ». En effet, des projets importants pour la place économiques seront soumis à votation. Pour l'économie, le danger viendra principalement de deux initiatives, l'une de gauche et l'autre de la droite conservatrice. Dans une période difficile marquée par le franc fort et la crise de la dette sur le continent européen, voilà une perspective bien peu favorable pour notre pays.

L'initiative du syndicat Travail.Suisse, qui réclame six semaines de vacances pour tous, provoquerait des coûts supplémentaires de plus de 6 milliards de francs par an pour les PME suisses. De nombreuses entreprises ne pourraient assumer ces charges. Étendre par une contrainte légale le droit aux vacances conduirait à des suppressions d'emploi – chose à éviter à tout prix.

L'autre initiative en question est celle de l'ASIN. Son exigence de soumettre au référendum obligatoire tous les accords internationaux « importants » serait nuisible pour notre économie. En cas d'acceptation, chaque convention de double imposition, chaque accord de libre-échange et de protection des investissements devrait être soumis au peuple. Cela aurait un effet paralysant sur notre politique économique extérieure jusqu'ici fructueuse et compliquerait sensiblement la tâche de nos entreprises exportatrices dans la conquête de nouveaux marchés. L'économie combat cette dangereuse tendance au cloisonnement, car notre pays gagne plus d'un franc sur deux à l'étranger. Nos entreprises ont besoin de relations commerciales fiables et de qualité, garanties par des accords internationaux.

Le peuple prendra plusieurs décisions importantes en 2012. Les enjeux sont de taille. Au nom de la prospérité et de l'emploi, l'économie se mobilisera contre toutes les initiatives qui menacent d'affaiblir la place économique suisse.